

Le fordisme

Mythe et réalité

Après l'OST la fois dernière, voici le fordisme.

Je vais commencer par un très rapide rappel sur le **taylorisme**. C'est l'OST, inventée par Taylor à partir des années 1880. Il a systématisé ses conceptions en 1911 dans « *The Principles of Scientific Management* ». Je rappelle les trois principes de l'OST :

- **ASPIRER** : aspirer le savoir des ouvriers, le classer, l'organiser et en faire la synthèse pour en tirer des lois et des formules ;
- **CONCENTRER** : concentrer les connaissances aspirées dans les bureaux de planification et d'organisation où elles font l'objet d'un travail intellectuel spécifique à ces bureaux ;
- **OPÉRATIONNALISER** : opérationnaliser l'expertise ainsi constituée sous forme de tâches, de procédures d'exécution et de temps alloués.

Le fordisme. Toujours de manière rapide, c'est un modèle d'organisation du travail directement inspiré du taylorisme, mis en œuvre par Henry Ford (1863-1947) à partir de 1908 dans l'entreprise qui portait son nom. Les idées de Henry Ford peuvent aussi être ramenées à trois :

- Une double division du travail : verticale (→ séparation entre conception et réalisation) et horizontale (→ parcellisation des tâches). Ces idées sont reprises de Taylor. Ford ajoute la ligne de montage par convoyeur et donc le travail à la chaîne.
- La standardisation permettant de produire en grandes séries et à des coûts bas.
- L'augmentation des salaires (*5 dollars day*). Ce point de doctrine est polémique ; je vais y revenir.

Repères bibliographiques :

- Bellamy Foster John, ***Le fordisme : mythe et réalité, analysés en 1988***, *Problèmes économiques*, n° 2093, 5 octobre 1988 (article publié sous le titre ***“The Fetish of Fordism”*** dans la *Monthly Review* de mars 1988).
- Braverman Harry, ***Travail et capitalisme monopoliste***, éditions sociales, 2023 (1^{ère} édition : Maspero, 1976)
 - Clerc Bernard, *Du fordisme au néolibéralisme (note)*, 2015
 - Gramsci Antonio, ***Cahiers de prison***, cahier n° 22, Gallimard, 1992
 - Supiot Alain, ***L’esprit de Philadelphie, La justice sociale face au marché total***, Seuil, 2010
- Wikipédia (fiches) : Charles Babbage, Charles-Augustin Coulomb, Peter Drucker, Henry Fayol, Henry Ford, Fordisme, Frederic Winslow Taylor, Taylorisme, Toyotisme, Andrew Ure

Plan :

- Henry Ford et la Ford T
- Le fordisme
- Le fordisme vu par Antonio Gramsci
- Le “compromis fordiste”
- Le postfordisme, la révolution néolibérale

I. HENRY FORD ET LA FORD T

On ne peut pas parler du fordisme sans parler d'Henry Ford, et inversement. Après quelques essais infructueux pendant plusieurs années, la Ford Motor Company est créée en 1903. Elle produit tout d'abord des voitures de luxe, et cela marche. Les profits sont au rendez-vous. Mais le véritable décollage de l'entreprise a lieu en 1908, quand sort la Ford T (*Tin Lizzie* [bonne à tout faire de fer blanc]). La voiture est très bon marché et très facile à conduire. Après la 1^{ère} Guerre mondiale, la moitié des voitures qui roulent aux Etats-Unis sont des Ford T.

Ce succès est dû au procès de production basé sur une rationalisation et une standardisation poussées. L'activité de l'ouvrier est décomposée en tâches élémentaires lui permettant de travailler sur des machines-outils spécialisées. Les pièces sont standards et interchangeables.

En 1968, dans *The Legend of Henry Ford*, Keith Sward, cité par Braverman, décrit ainsi l'organisation du travail de montage :

« Chez Ford, et dans tous les autres ateliers de Détroit, le processus d'assemblage d'une automobile était toujours centré sur le mécanicien mobile, qui devait bouger pour faire son travail. Les monteurs de Ford étaient encore des hommes travaillant ensemble sur une même voiture. Leur travail s'effectuait en grande partie sur poste fixe, mais ils devaient cependant aller vers la tâche suivante à pied dès que la voiture à faire dans leur poste particulier avait parcouru tout le processus – d'un simple châssis à un produit fini. Bien sûr, les années avaient apporté quelques perfectionnements. En 1908, il n'était plus nécessaire pour le monteur de quitter son poste de travail pour aller chercher des outils ou des pièces. Des magasiniers avaient été prévus. Chez Ford, en 1908, le mécanicien lui-même n'était plus exactement l'homme qu'il était en 1903. Durant ces années, le travail de montage final avait été fractionné de plus en plus. À la place de l'homme-à-tout-faire qui faisait "tout", il y avait maintenant plusieurs monteurs qui travaillaient sur une même

voiture côte à côte, chacun étant responsable d'un petit nombre d'opérations ».

Tel est donc l'état de la question en 1908. La productivité fait un nouveau bond cinq ans plus tard, en 1913, quand Ford introduit le convoyeur. Le temps de montage du châssis de la Ford T passe de 12 heures à 1 h 30 (÷ 8).

Cette fois, le métier est désintégré. L'ouvrier exécute maintenant une opération de détail toute la journée, et les salaires sont fixés à un niveau uniforme pour tous. La revue ***Iron Age*** (citée par Braverman) nous explique ça en juillet 1913 :

« Avant l'introduction de la chaîne de montage, la compagnie avait l'habitude de distribuer des primes plus ou moins fortes pour encourager la productivité et l'initiative individuelle. Mais, dès lors que les chaînes furent mises en place, Ford se débarrassa des salaires d'encouragement. Il revint au paiement du simple salaire à l'heure. [...] Une fois la nouvelle politique des salaires appliquée, la grande masse des employés de chez Ford n'avait plus à espérer davantage de variation dans ses gains que dans les opérations qu'elle devait effectuer. La paye maximum restait bloquée, et pour de bon semblait-il, à 2,34 dollars par jour, taux de salaire appliqué dans la région ».

Le prix de la Ford T passe de 825 \$ en 1908 (plus d'un an de salaire d'un enseignant) à 690 \$ en 1911, 490 \$ en 1914, 360 en 1916 et 290 en 1927 (année où sa production cesse).

Les ventes s'envolent : 250.000 en 1914, 472.000 en 1916, un million au début des années 1920. 15 millions d'unités vendues au total.

Le modèle T sera remplacé par le modèle A en 1927.

Je précise encore que Ford s'est illustré aussi dans l'industrie aéronautique et qu'à ce titre il a puissamment soutenu l'effort de guerre américain pendant la 2^e Guerre mondiale. On pense qu'il a aussi fait des affaires avec le régime nazi, dont il avait reçu en 1938 la « Grand-Croix de l'ordre de l'Aigle allemand ». Le 26 juin 1940, il participe à un dîner de gala au Waldorf-Astoria de New York organisé en l'honneur de la victoire

allemande sur la France. C'était un antisémite notoire. Pour plus de précisions, je vous renvoie à la fiche Wikipédia d'Henry Ford.

II. LE FORDISME

L'innovation essentielle de Ford, au niveau du procès de production, a été de séparer très nettement les tâches de conception et les tâches d'exécution, ce qui a eu pour conséquence de déqualifier ces dernières. Il suivait en cela les idées de Taylor et du taylorisme. Le fordisme est donc un taylorisme. Son apport propre réside dans l'introduction de la chaîne de convoyage, qui avance devant les ouvriers, à charge pour ceux-ci d'effectuer sur les châssis de voiture qui passent devant eux la tâche – l'unique tâche, la simple tâche - qui leur est impartie.

Le temps de montage, je l'ai dit, va être divisé par huit du jour au lendemain (et même par dix fin 1913). C'était une augmentation formidable de la productivité, et aussi des profits. Mais, il en résulta aussi une crise des effectifs.

Keith Sward en parle en ces termes, en 1968, dans son livre *The Legend of Henry Ford* : « *Beaucoup d'ouvriers de Ford commencèrent à le quitter dès 1910. Avec l'avènement de la chaîne de montage, les effectifs s'effondrèrent littéralement. La société se retrouva dans une situation où il devenait presque impossible de conserver, et a fortiori d'accroître ses effectifs. Il était évident que la Ford Motor C° en était arrivée à posséder une grande usine sans assez d'ouvriers pour la faire fonctionner. Ford admit plus tard que les innovations révolutionnaires qu'il développait au sein de son entreprise furent à l'origine de la plus grande crise ouvrière qu'il ait connue dans sa carrière. Il dut reconnaître que le taux de rotation de sa main-d'œuvre au cours de la seule année 1913 avait atteint 390%, et que la répulsion des travailleurs pour le nouveau système de production était telle que vers la fin de 1913, si l'usine désirait accroître ses effectifs de 100 hommes, elle devait en embaucher 963 ».*

Ford répond à cette crise en instituant la “*journée à cinq dollars*” (“*five dollars day*”).

Dans un livre paru en 1986, ***The next Left***, Michael Harrington¹ écrit : « *La crise à laquelle était confronté Ford fut amplifiée par la montée du syndicalisme à partir de l’été 1913, avec notamment le développement du mouvement Industrial Workers of the Word (IWW). La réponse de Ford à cette double menace que constituaient la désertion de ses employés et la montée de la pression syndicale fut l’annonce, faite en grande pompe en 1914, de la journée à cinq dollars. Bien que la réaction à cette hausse fantastique des salaires lors de son instauration ne fût pas aussi unanime que Ford aurait voulu le faire croire, cela porta la paye des usines Ford tellement au-dessus de la moyenne du taux en vigueur dans la région que les deux menaces qui pesaient sur lui furent écartées sur le moment. Cela permit à la société d’avoir le choix de sa main-d’œuvre et, dans le même temps, facilita l’introduction de nouveaux procédés intensifiant le travail dans l’usine, les ouvriers étant désormais soucieux de conserver leur travail.* » *L’instauration des cinq dollars par journée de huit heures fut l’une des mesures les plus performantes que nous ayons adoptées en termes de réduction de nos coûts* », ***écrivit Ford dans son autobiographie*** ».

Dans les milieux patronaux, certains trouvaient que Ford parlait comme un socialiste. D’autres, au contraire, disaient qu’il était des leurs et qu’il s’en tirait très bien avec ses méthodes. On peut deviner que dans sa communication Ford essayait de se faire passer pour un ami de la classe ouvrière. S’y laissait prendre qui voulait. La réalité était toute autre.

La politique de Ford ne faisait que confirmer la justesse de vue de Taylor :

Celui-ci disait, en 1911, en effet, dans ***Principles of Scientific Management***, que « *la gestion des forces de*

¹ Proche de l’aile gauche du Parti démocrate. Créé les Socialistes démocrates d’Amérique (membres de la II^e Internationale) au début des années 1980.

production doit [...] prendre en compte un élément primordial qui est que les travailleurs n'accepteront de se soumettre à [...] une standardisation rigide, et ainsi d'accomplir une tâche plus pénible, que s'ils sont rétribués en proportion ».

Sitôt institués les cinq dollars par jour, Ford reconfigura sa lutte contre les ouvriers. Sa première mesure fut de renvoyer presque un millier d'immigrés russes et grecs qui ne s'étaient pas présentés à leur poste de travail à l'occasion d'une fête religieuse.

Il mit en place le "département sociologique" pour gérer la journée à cinq dollars. Elle était associée, en effet, avec un programme de "partage du profit" dont le mécanisme était le suivant : tous les employés étaient mis à un taux de base horaire de 34 cents, et certains autres touchaient 62,5 cents (28,5 cents de plus) au titre d'une "participation au profit. Mais, il y avait des conditions : être irréprochable sur les chaînes de montage, mais aussi – et c'est là qu'intervenaient les enquêteurs du "département sociologique" – faire honneur à Ford dans la manière d'occuper son logement, avoir une bonne hygiène, de bonnes mœurs, bien élever ses enfants, dépenser ses revenus raisonnablement, ne travailler que pour Ford, ne pas permettre à sa femme de travailler hors du domicile conjugal. Les deux premières années, presque 30% des ouvriers ne perçurent pas le bonus de partage du profit. Il est clair que le but du nouveau système était de formater les ouvriers à la fois au sein de l'entreprise et dans leur vie intime.

Le système ne se maintint dans sa "pureté" originelle que quelques années car la concurrence des autres constructeurs attira les ouvriers de Ford, mais aussi parce que l'agitation sociale était permanente. En outre, après la 1^{ère} Guerre, en 1920-1921, une dépression déstabilisa la compagnie (chute des ventes de 1M en 1919 à 500.000 en 1920). Conséquence : licenciements massifs, accélération des cadences, exploitation beaucoup plus rude.

Un cadre témoigne : *« On commandait. On faisait travailler dur en ce temps-là...Ford était l'un des pires endroits quand on avait à commander des hommes ».*

En 1921, le département sociologique disparut, mais ses fonctions d'espionnage des travailleurs et de lutte antisyndicale furent intégrées au *Service Department*.

Le plus étonnant est qu'en dépit de cette réalité peu reluisante le mythe d'un Ford ami des travailleurs s'installa pendant la "New Era" (*Ère Nouvelle*) des années 1920.

Le mythe fut encore alimenté, en 1926, par l'introduction de la semaine de cinq jours dans la Ford Motor C^{ie}, alors même que la première conséquence de cette innovation fut une nouvelle charrette de licenciements, une nouvelle augmentation des cadences et une réduction du salaire horaire des ouvriers.


 Ford assumait tout cela très tranquillement : *« Dans l'acquisition du travail comme dans celle de toute autre matière première, il faut être sûr d'en avoir pour son argent »*, disait-il.

Mais ces réalités étaient laissées dans l'ombre par les médias et les économistes, qui valorisaient, au contraire, les nouvelles méthodes de gestion de la production, le niveau des rémunérations et la semaine de cinq jours.


 Wesley Mitchell, un des économistes les plus réputés de l'époque, écrivait ainsi dans un rapport remis début 1929 aux autorités : *« Les hommes d'affaires les plus capables sont conscients des bienfaits d'une économie où les rémunérations sont fortes, comme les syndicalistes les plus compétents reconnaissent aujourd'hui les mérites de l'augmentation de la productivité. Cette "gestion intelligente" a fait beaucoup pour stabiliser l'économie. En encourageant la consommation aussi bien que la production, nos industriels les plus clairvoyants devraient être capables de gommer les aspects les plus négatifs du cycle des affaires, et, ainsi, permettre à la prospérité de s'installer pour longtemps »*.

Six mois plus tard, en octobre 1929, le monde entier était précipité dans la “*Grande Dépression*” des années trente.

En réponse à cette situation, Ford fit du Ford. Il institua à grands renforts de publicité un “ *salaire anti-crise*” de 7 dollars par jours², licencia entre 25.000 et 30.000 ouvriers, réhaussa une nouvelle fois considérablement les quotas de production, externalisa la production de nombreuses pièces de ses voitures dans des ateliers qui employaient/exploitaient la main-d’œuvre tout juste licenciée³.

En mars 1932, des ouvriers de chez Ford organisèrent la « *Marche de la faim* » (*Ford Hunger March*). Ils trouvèrent face à eux la milice de Ford et la police locale, qui les visèrent à bout portant. Bilan : trois morts et cinquante blessés. Pendant toutes les années trente la colère gronda chez Ford, mais ce dernier ne lâcha jamais un pouce de terrain.

Ford, qui tenait par-dessus tout à ce qu’aucune forme de réglementation extérieure ne vienne entraver le fonctionnement de l’entreprise, fut très logiquement un adversaire du New Deal de Roosevelt.

{ Il considérait que « *le gouvernement devrait se contenter uniquement de gouverner. C’est une tâche déjà assez lourde en elle-même. Et qu’il nous laisse faire nos affaires tranquillement* ».

Le mythe Ford va finir par s’émousser aux Etats-Unis, c’est-à-dire que le principe de réalité va finir par prévaloir. Par contre, en Europe, où les médias s’abreuyaient aux livres publiés par Ford⁴, la légende subsista. On fit du “fordisme” un sujet de recherche théorique. La fascination pour tout ce qui venait des “States” fonctionnait déjà très bien. Heureusement, un communiste italien qui croupissait dans les geôles mussoliniennes proposa une analyse pénétrante.

² Il outrepassait ainsi la demande du Président des Etats-Unis (1929-1933), Herbert Hoover, de ne pas baisser les salaires.

³ Le nombre de sous-traitants de Ford passa de 2200 à 5500 entre 1929 et 1931 (x 2,5).

⁴ *My Life and Work* (1922), *Today and Tomorrow* (1926), *Moving Forward* (1930). Ces livres étaient écrits par Crowther pour le compte de Ford.

III. LE FORDISME VU PAR ANTONIO GRAMSCI⁵ (*Cahiers de prison, cahier n° 22*⁶)

Gramsci étudia en détail le taylorisme et le fordisme. Au-delà de la nouvelle organisation de la production, qui était évidente, il insistait sur l'émergence de nouvelles conditions de domination de certaines classes sur le monde moderne.

À propos du fordisme, il écrit : *« Ici [aux Etats-Unis], la domination naît dans l'usine et nécessite très peu d'intermédiaires politiques et professionnels pour s'exercer ».*

Gramsci parle de l'Amérique comme d'*« une société "rationalisée" dans laquelle la structure domine plus directement les superstructures, ces dernières étant elles-mêmes rationalisées (simplifiées et en nombre réduit) ».*

Cette rationalisation "à tous les étages" crée le besoin d'une *« nouvelle race d'hommes »* qu'il aperçoit dans l'idéal taylorien du *« gorille apprivoisé »*. Constatant la déqualification du travail, Gramsci écrit :

« En fait, ce qu'exprime Taylor avec un cynisme brutal, c'est le but ultime de la société américaine : développer jusqu'au plus haut point chez le travailleur des comportements automatiques et mécaniques, briser ses vieilles attaches psychologiques avec les tâches nobles qui réclament de sa part une certaine dose d'intelligence, d'imagination et d'initiative, soit enfin réduire les activités de production à leur strict aspect mécanique et physique ».

Gramsci insiste : c'est ce système productif rationalisé que visait Ford en s'occupant des habitudes sexuelles de ses ouvriers ou de leur consommation d'alcool. Bien sûr, il enveloppait tout cela dans les oripeaux de la morale puritaine disponible alors dans la société américaine, mais

⁵ Je suis de près, ici, la note de John Bellamy Foster (cf. repères bibliographiques).

⁶ Écrit après 1933.

ce serait une erreur de mettre en avant le puritanisme et de ne pas voir l'essentiel,

à savoir, dit Gramsci, *« le plus grand effort collectif réalisé jusqu'à présent pour créer, avec une rapidité inouïe, et une conscience du but à atteindre jamais vue dans l'histoire, un type de travailleur et d'homme nouveau »*.

Domenico Losurdo fait remarquer⁷ que dans *Américanisme et fordisme* Gramsci pense tout autant à l'URSS (et peut-être même plus à l'URSS⁸) qu'aux Etats-Unis. Il rejoint en cela les préoccupations de Lénine,

Dès avril 1918, en effet, ce dernier avertit : *« Comparé aux nations avancées, le Russe travaille mal [...]. Apprendre à travailler, voilà la tâche que le pouvoir des Soviets doit poser au peuple dans toute son ampleur »*.

À cet égard, Lénine considérait *« le système Taylor »* comme une conquête scientifique à implanter en URSS. Pour le débat autour de cette question, ainsi que pour les positions de Gramsci sur cette question au moment des Conseils d'usine, je renvoie à l'article cité.

Donc, avec sa volonté – à travers le département sociologique - de peser sur les conditions dans lesquelles les ouvriers devaient reproduire leur force de travail, Ford posait donc un acte d'une grande signification sociale et historique.

Il montrait par là, dit Gramsci, que *« les industriels tentent de préserver l'efficacité musculaire et nerveuse des travailleurs. Il est de leur intérêt de disposer d'une main-d'œuvre stable et expérimentée, d'un patrimoine en adéquation continue avec leurs besoins, car le capital humain d'une entreprise (la collectivité des travailleurs) est aussi une machine, qui ne peut, au risque de pertes importantes, être trop souvent inutilisable et reconstituée avec des pièces de rechange neuves »*.

C'est cette préoccupation que Gramsci décelait derrière ce qu'il appelait *« les prétendus salaires élevés »* du fordisme. Il n'y voyait, tout d'abord,

⁷ Gramsci, *La Russie soviétique et la critique du populisme*, pages 102 et suiv., in Yohann Douet (Éd.), *« Une nouvelle conception du monde », Gramsci et le marxisme*, éditions sociales, 2021

⁸ Cf. les passages où il est question d'*« économie planifiée »*.

« *qu'un système de rémunération transitoire* » valable et viable seulement un certain temps, le temps que l'entreprise empoche un profit extra quand elle vient d'introduire une innovation et que celle-ci n'est pas encore généralisée. Une fois que la généralisation est faite, le profit extra disparaît et le salaire extra aussi. C'est bien ce qui s'est passé chez Ford.

En outre, Gramsci relève une chose à propos de ces salaires élevés :

Il s'agit de la citation suivante :

Ils « *ne profitent nécessairement qu'à une sorte d'aristocratie ouvrière, et ne sont pas accordés à l'ensemble des travailleurs américains* ».

Enfin, et surtout, Gramsci pointe l'importante rotation du personnel sur les emplois,

Et il en déduit que « *le mode de production chez Ford engendre des discriminations, une sélection parmi les ouvriers, qui n'existent pas encore dans les autres entreprises. Un nouveau genre de sélection, avec des tâches de même intensité mais qui, de par leur nature, sont plus exténuantes et lassantes que nulle part ailleurs. Des conditions que, dans le cadre de nos sociétés, les salaires ne permettent pas de récompenser, ni même de compenser* ».

Gramsci, notons-le, insiste sur le caractère dégradant et déshumanisant des conditions de travail sans mentionner les hauts salaires ou la "haute consommation".

Il est bien plus préoccupé, dit John Bellamy Foster, par « *ce que [le fordisme] coûte à l'ouvrier que par ce qu'il lui rapporte* ».

Le plus étonnant, dit Bellamy Foster (en 1988) pour conclure son commentaire des **Cahiers de prison**, est que les débats autour du fordisme négligent les analyses de Gramsci et reprennent, au contraire, la propagande de Ford et de Crowther⁹. Beaucoup de gens parlent du fordisme à partir des livres publiés par Ford et écrits par sa plume attitrée, Crowther. Ils n'ont pas lu Gramsci non plus.

⁹ La plume de Ford.

IV. LE « *COMPROMIS FORDISTE* »

Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que des commentateurs n'aient pas vu l'incongruité qu'il y avait, à partir de la réalité du fordisme comme modèle d'organisation scientifique du travail, à forger le concept de "*compromis fordiste*" comme compromis économique et social ou comme compromis capital-travail, alors que Ford est un adversaire déterminé des syndicats et un adepte de l'exploitation la plus forcenée possible des ouvriers dans les usines. Il est, par ailleurs, un adversaire résolu du New deal et ne partage pas du tout les idées de Keynes. Si on veut à toute force le rapprocher d'un idéologue de l'époque, ce serait Hayek.

S'il est possible de parler de compromis fordiste, c'est en un autre sens, relatif à la situation internationale globale au sortir de la guerre et à la force des mouvements ouvriers nationaux en Europe. Pour ce qui est de l'international, Staline, déjà crédité des formidables victoires économiques remportées par l'URSS tout au long des années 1930, est maintenant auréolé du statut de grand vainqueur de la 2^e Guerre mondiale (JFK le reconnaîtra), et il a accru considérablement son aire d'influence en Europe. Quelles surprises réservent au monde l'URSS et ses satellites ? Au sortir de la guerre, nul ne le sait. C'est l'inconnue. Mais les pays occidentaux, qui – USA mis à part - ne sont pas encore sortis de la dépression des années 1930, se posent beaucoup de question pour l'avenir. Ils redoutent une nouvelle décennie flamboyante de l'URSS.

S'agissant des mouvements ouvriers, ils sont forts dans la plupart des pays européens, aussi bien du point de vue des effectifs militants que du point de vue des scores électoraux.

C'est dans ce contexte que les dirigeants occidentaux veulent à tout prix éviter que les peuples européens ne s'entichent du communisme et des pays communistes. Le capitalisme doit donc offrir un visage présentable. Dès avant la Victoire, en 1942, va commencer une série de conférences et de déclarations internationales pour organiser l'après-guerre. Qu'on en juge :

- Août 1941 : Roosevelt et Churchill signent la *Charte de l'Atlantique* (objectif : détruire la tyrannie nazie) ;
- 1^{er} janvier 1942 : *Déclaration des Nations Unies à Washington* (26 pays ; priorité stratégique à la libération de l'Europe et donc de l'Allemagne) ;
- Fin octobre 1943 : Conférence des ministres des Affaires étrangères soviétique, britannique et américain à Moscou (Premières bases de l'ONU ; Tribunal pour juger les crimes de guerre nazis décidé ; annulation de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne en 1938 décidée) ;
- Fin novembre 1943 : Staline rencontre pour la première Roosevelt et Churchill dans la capitale iranienne (un débarquement à l'ouest est décidé ; création de l'ONU décidée ; frontières de l'Allemagne à la fin de la guerre décidées) ;
- 10 Mai 1944 : *Déclaration de Philadelphie concernant les buts et objectifs de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)* (Première déclaration internationale des droits à vocation universelle) ;
- Juillet 1944 : *Accords de Bretton Woods* (refonte de l'ordre monétaire et financier international ; création du FMI et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement [BIRD]) ;
- Août-octobre 1944 : *Conférence de Dumbarton Oaks* (Etats-Unis) (Les Alliés se mettent d'accord sur l'organisation de l'ONU : Assemblée générale, Conseil de sécurité, Secrétariat général, Cour internationale de justice) ;
- Octobre 1944 : *Rencontre Staline-Churchill* (Les deux dirigeants se partagent les zones d'influence dans les Balkans ; la Grèce restera sous influence britannique ; Roumanie, Yougoslavie, Hongrie et Bulgarie seront sous influence soviétique) ;
- Février 1945 : *Accords de Yalta* (URSS) (Staline accepte d'attaquer le Japon trois mois après la capitulation allemande ; l'URSS annexe les pays Baltes ; importante rectification de la frontière russo-polonaise ; division de l'Allemagne défaite en quatre zones d'occupation ; adoption d'une « *déclaration de l'Europe libérée* ») ;
- 26 Juin 1945 : *Signature de la Charte de San Francisco fondant l'ONU* ;
- 17 Juillet 1945 : *Conférence de Postdam* (Allemagne) (Accord sur les frontières provisoires de la Pologne [ligne Oder-Neisse] ; contrôle quadripartite de l'Allemagne ; démocratisation et dénazification de l'Allemagne) ;
- Juillet-octobre 1946 : *Conférence de paix de Paris* ;
- Nov 1945-Oct 1946 : Tribunal de Nuremberg ;
- 12 Mars 1947 : Discours de Truman devant le Congrès américain (Défendre la liberté, la démocratie libérale et endiguer la poussée communiste [containment] grâce à un puissant soutien financier à tous les pays désireux de le demander [Plan Marshall]) ;

- 1948 : *Déclaration universelle des droits de l'homme.*

Je reviens donc sur cette notion de compromis fordiste. J'y vois, pour ma part, une démarche globale des Occidentaux, sous leadership étatsunien, visant trois choses :

- 1) Créer les conditions d'une reconstruction rapide ;
- 2) Lié à cela, permettre un redémarrage de l'économie (et de l'accumulation) tant en ce qui concerne la production que (nouveau par rapport aux années 1930) la consommation ;
- 3) Affirmer un certain nombre de droits économiques et sociaux

C'est une option stratégique prise dans un contexte où le camp occidental est sous pression et où il estime que ce n'est pas son intérêt d'énerver les masses populaires, ce qui pourrait entraîner des demandes de changement de régime dans divers pays, dont on ne sait pas très bien comment les gouvernements nationaux les gèreraient.

En France, le CNR annonce déjà la couleur avec le programme "*Les jours heureux*". La Constitution de 1946, dans la suite du CNR, va prendre acte du rapport de forces et prévoir des institutions correspondant à une certaine aspiration au socialisme.

Les concessions faites aux salariés et au mouvement ouvrier (En France, *Les jours heureux*) – jointes au plan Marshall – vont entraîner une forte croissance économique et un haut niveau d'emploi qui vont conduire les salariés (France, Italie) à réclamer et obtenir l'échelle mobile des salaires et des prix. Cela vient s'ajouter à tout ce qui a été obtenu tout de suite après la Guerre alors que les communistes étaient encore au gouvernement. Au total, il est visible que le capital est sur la défensive. Les conditions de travail restent dures, certes, et les grèves sont fréquentes, mais, tout au long des *Trente Glorieuses*, les salariés voient leurs conditions de vie s'améliorer. L'Etat interventionniste impose une discipline aux marchés. L'avenir des enfants paraît assuré. C'est le *Baby boom*.

Aurait-on affaire à un nouveau capitalisme ?

V. LE POSTFORDISME, la révolution néolibérale¹⁰

Eh bien non. Bientôt, cela va être le retour sur Terre. À la fin des années 1960 aux Etats-Unis, et au début des années 1970 en Europe, le mode de régulation fordiste montre des signes d'épuisement. Les taux de profit sont en berne. 1968 et 1969 sont marquées par une vague de grèves, - sauvages pour la plupart. La crise pétrolière va bientôt fournir le prétexte pour remettre en cause le contrat social dominant.

Dans *Du temps acheté*, paru en 2014, Wolfgang Streeck évoque le résumé de la situation de l'époque que fait l'économiste Mickael Kalecki : *« Kalecki s'était demandé au départ ce qu'au juste les employeurs de son temps avaient à objecter à une politique économique keynésienne qui leur garantissait tout de même une croissance continue de leurs entreprises, à l'abri des fluctuations. Sa réponse fut qu'un plein emploi durable devait faire courir au capital un grand danger : celui que ses employés puissent gagner en insolence, une fois oubliée par eux la misère qui accompagne le chômage. La discipline sur le lieu de travail, ainsi qu'en politique, ne tarderait pas à s'effondrer. Pour cette raison, poursuivait Kalecki, le capital devait avoir à proprement parler intérêt à un chômage structurellement incompressible, en permanence, qui servirait d'avertissement aux employés, en préfigurant ce que serait leur avenir s'ils devenaient exigeants. Mais cela supposait que l'Etat ait renoncé à garantir le plein emploi au moyen d'instruments keynésiens ».*

Dans la seconde partie des années 1970, et alors que les gains de productivité plafonnaient, le système continue de pratiquer l'indexation des salaires sur les prix, ce qui assure la paix sociale, mais en pratiquant une politique monétaire inflationniste. L'heure des changements structurels souhaités par le capital est ainsi reportée à plus tard. Pas pour longtemps, parce que les Etats-Unis viennent de mettre fin à la

¹⁰ Je suis ici une note de Bernard Clerc de 2015 : « *Du fordisme au néolibéralisme* ».

convertibilité du dollar, ce qui signifie que, désormais, la valeur d'une monnaie ne s'apprécie plus en fonction des réserves en or détenues par sa Banque centrale, mais directement sur les marchés. La monnaie est devenue une marchandise. Le rôle de création monétaire passe des banques centrales aux banques privées à travers les mécanismes du crédit. Reste aux Banques centrales la fixation des taux d'intérêt. Bref : l'heure des théories ultralibérales de Friedrich Hayek est (enfin) venue.

Bernard Clerc résume la révolution néolibérale en six points :

1) Reconfiguration du marché du travail : facilitation des licenciements, remise en cause de l'indexation des salaires sur les prix, remise en cause des droits syndicaux et du droit de grève. Le chômage de masse est de retour, et, avec lui, les baisses de salaires ainsi que les emplois précaires et mal rémunérés.

2) Libéralisation des échanges de biens et de services : suppression des droits de douane, amoindrissement ou suppression des protections non tarifaires (normes sanitaires ou de sécurité), accords de libre échange (ALENA, ASEAN, TAFTA).

3) Libéralisation des investissements : droit pour les entreprises d'investir où bon leur semble avec un minimum de règles à respecter.

4) Libéralisation du système bancaire et du marché des capitaux : suppression de la séparation entre banques d'investissement et banques de dépôts, expansion considérable des produits dérivés sur le marché des capitaux, financement des déficits par les banques privées et non plus les Banques centrales.

5) Marchandisation de toutes les activités qui peuvent l'être : aucune activité n'est, a priori, exclue des privatisations.

6) Remise en cause de l'Etat-providence : réduction des systèmes de protection sociale.

Bernard Clerc indique encore que tout cela s'est fait dans un contexte global favorable pour trois raisons : 1) la révolution informatique et numérique, 2) l'implosion de l'URSS et 3) l'alignement de la Chine sur le modèle capitaliste.

Wolfgang Streeck, quant à lui, résume le tout en disant que
« le capital s'est évadé de la régulation sociale découlant du fordisme et du keynésianisme ».

Mais le nouveau modèle est particulièrement instable. Choix "rationnels" partout, régulation nulle part.

« Une masse d'individus qui ne poursuivent que leur propre intérêt à court terme ne peuvent, dit Bernard Clerc, faire une société et, plus grave encore, mettent en danger la collectivité dans son ensemble ».

La crise est devenue notre lot quotidien :

1) Crise de l'économie réelle : les crises sont de plus en plus sévères et de plus en plus rapprochées, à mesure que la croissance ralentit dans les pays à hauts revenus¹¹.

2) Crise bancaire : les banques ont accordé trop de crédits, tant aux particuliers qu'aux institutions publiques¹².

3) Crise du marché des changes et du marché des dérivés : en 2013, il s'échangeait quotidiennement 5.345 milliards de dollars sur le marché des changes, c'est-à-dire le tiers du PIB annuel des Etats-Unis (les transactions commerciales s'élèvent à cent fois moins...). La même année, le marché des dérivés représentait 710.000 milliards de dollars pour un PIB mondial au même moment de 73.000 milliards de dollars.

4) Crise fiscale : L'endettement des États s'est aggravé, surtout après la crise financière de 2008. Conséquence : austérité budgétaire. Pour autant, rien n'est fait contre l'évasion fiscale.

5) Crise sociale (2015) : Les inégalités explosent. 20% des plus riches de la population mondiale capte 70% des revenus alors que 20% des plus pauvres n'en reçoit que 2%. 80 personnes les plus riches du monde détiennent autant de richesses que 3,5 milliards de pauvres.

6) Crise environnementale : directement liée à la politique de prédation de la planète.

¹¹ B. Clerc précise : « *La croissance en moyenne décennale du PIB pour ces pays est passée d'un peu plus de 5% à un peu moins de 2% entre 1961 et 2011. Par ailleurs, les pays de l'OCDE à revenus élevés produisaient 80% du PIB mondial en 1990 contre 61% en 2012* ». Pour des détails, cf. Cédric Durand, **Le capital fictif**, Les prairies ordinaires, 2014.

¹² Entre 1970 et 2010, au niveau global de l'OCDE, les dettes nationales sont passées de 40% à 90% du produit national. B. Clerc dit que pour W. Streeck, cet « *endettement public et privé sert à acheter du temps pour repousser les échéances d'une crise majeure* ».

- 7) Crise migratoire : idem.
- 8) What else...